

Deux tiers des hôpitaux belges dans le rouge : le secteur appelle d'urgence à l'action politique

Les hôpitaux généraux de Belgique ont enregistré une perte cumulée de 174 millions d'euros en 2023, ressort-il de la 30^e édition du rapport Maha de Belfius. Les fédérations hospitalières tirent la sonnette d'alarme et pressent le gouvernement d'agir au plus vite.

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

La zone de turbulences que traverse le secteur des soins de santé reste très active. Alors que le gouvernement en affaires courantes n'a toujours pas validé de budget santé pour 2025 (après le veto mis par l'Open VLD au Conseil général de l'Inami fin octobre), des milliers de travailleurs du non-marchand ont manifesté jeudi pour demander plus de moyens et d'attention pour leur secteur. Ce vendredi, l'étude Maha (Model for Automatic Hospital Analysis) de la banque Belfius rajoutait encore à l'inquiétude, se demandant ouvertement si « le financement des hôpitaux belges dispose encore des armes nécessaires pour relever les défis futurs ».

Selon cette analyse réalisée chaque année depuis 30 ans, 63 % des hôpitaux belges sont dans le rouge. C'est plus encore que l'an dernier. Les 89 hôpitaux généraux de Belgique inclus dans l'étude (hors hôpitaux universitaires et cliniques psychiatriques) restaient en

grande difficulté en 2023, enregistrant une perte cumulée de 174 millions d'euros. « Certes, leur chiffre d'affaires a augmenté mais leurs coûts aussi », pointe le rapport.

Si l'activité des hôpitaux s'accroît (+ 7,9 %), principalement grâce à la transition vers l'hospitalisation de jour (+ 33 % par rapport à 2019), elle ne parvient pas à combler la hausse persistante des prix de l'alimentation (+ 10,3 %) et de l'énergie (+ 59 % des dépenses) ainsi que des frais de personnel (+ 6,6 %), précise encore Belfius. A noter que le besoin de personnel soignant reste criant, l'absentéisme s'élevant à plus de 12 %, sans comptabiliser les jours de congé d'ancienneté, les charges des statutaires et le recours croissant à l'intérim.

« Le résultat de l'exercice (net après impôts) progresse de 37 à 82 millions d'euros », mais cela « reste très peu (0,4 %) pour un chiffre d'affaires de 20,5 milliards d'euros », détaille le rapport Maha. Sans oublier que les hôpitaux partent de loin puisque le secteur avait enregistré une perte cumulée de 181 millions d'euros en 2022, année durement impactée par la crise de l'énergie et l'inflation. Pour cette 30^e édition, un survol historique montre par ailleurs que le secteur hospitalier n'a pas connu une telle situation financière depuis 2001 et 2002.

Les investissements en péril

« Ce sont les rentrées exceptionnelles qui sauvent les meubles », souligne Unessa, la fédération de l'entrepreneuriat solidaire en santé. « Des rentrées provenant principalement des révisions de financement des pouvoirs publics pour les exercices précédents, en diminution d'année en année par ailleurs. » Cette dépendance ne permet pas d'investir ailleurs, souligne Philippe Devos, directeur général d'Unessa : « Par manque de fonds propres, on constate depuis 2018 une diminution relative (hors indexation), des budgets de rénovation des bâtiments, alors que les coûts de l'énergie continuent à peser sur les comptes et que le secteur voudrait participer à l'effort collectif de durabilité

environnementale, du moins s'il en avait les moyens. » Idem pour les investissements en matériel médical.

Mais le plus grand défi reste celui des ressources en personnel. Les hôpitaux belges comptent 4.000 postes vacants, dont 2.700 pour le seul personnel soignant. Une pénurie qui freine ici aussi leur croissance, obligeant les structures hospitalières à régulièrement devoir fermer un service ou des lits, faute de personnel. Cette quadrature du cercle contraint les hôpitaux à puiser dans leurs réserves pour financer leurs charges indispensables, souligne encore le rapport de Belfius.

« Ce n'est pas une solution de continuer sur la même voie, sans revoir en

profondeur le modèle de financement des hôpitaux », admet par voie de communiqué le ministre de la Santé sortant, Frank Vandenbroucke (Vooruit). « Nous devons aller vers un nouveau modèle, moins complexe et plus transparent, qui encourage davantage de coopération et moins de concurrence, et qui incite à plus de qualité et d'efficacité sans récompenser une éventuelle surconsommation. »

Un avis que partagent les fédérations hospitalières, qui se disent prêtes à collaborer à la refonte du système. Outre la continuité des soins, leur qualité et leur accessibilité sont en effet en jeu, pour éviter qu'à la fin, ce ne soit le patient qui trinque.

Un rapport de Belfius indique que pour l'année 2023, les hôpitaux belges affichent une perte cumulée de 174 millions d'euros.

© VDNPQR.



Le défi « Soigner autrement pour garder l'équilibre »

ENTRETIEN

ERIC BRUGRAFF

Dieter Goemaere est chief Economist de Gibbis (la fédération des hôpitaux à Bruxelles) et spécialiste du financement des institutions de soins en Belgique. Il analyse pour *Le Soir* les chiffres inquiétants du secteur.

Que disent les données générales ?

On a près de deux tiers des hôpitaux (63 % exactement) dans le rouge contre 58 % en 2022, mais le résultat moyen reste stable autour de -1 % de déficit. Par contre, on a peur d'être dans une cassure de tendance : traditionnellement on avait un résultat positif autour de 1 % du chiffre d'affaires, nous sommes autour de -1 % pour la deuxième année consécutive alors qu'il faudrait + 2 % pour continuer à investir dans notre activité. C'est inquiétant car l'an dernier on subissait la crise énergétique, l'inflation... qui se sont apaisées depuis, ce qui me fait penser que le problème est devenu structurel.

Pour quelles raisons ?

Les causes sont connues. Il y a le contexte économique, le sous-financement structurel historique, l'impact de la pénurie de personnel sur l'activité, les évolutions technologiques - autour de la cyber-résilience notamment - obligatoires mais sous-financées... Il faut y ajouter la hausse des prix du matériel médical, l'indexation des salaires... Tout

cela alors que nos propres subventions sont indexées avec retard. Y ajouter aussi le fait que l'activité n'a pas encore retrouvé son niveau pré-covid sachant que les nombreux décès ont perturbé la logique des soins. Et c'est compter sans la situation spécifique de Bruxelles...

C'est-à-dire ?

La situation belge n'est pas terrible mais la situation bruxelloise est pire encore : ce ne sont plus les deux tiers mais les trois quarts des institutions qui sont dans le rouge. Ça s'explique notamment par le profil du public : 38 % de la population bruxelloise est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale contre la moitié moins au niveau national. Ça demande un investissement spécifique et souvent une longue prise en charge : il est par exemple difficile de renvoyer chez lui un isolé en situation de précarité ou d'embrancher avec l'hospitalisation à domicile pour un SDF. On doit aussi renforcer l'accompagnement au niveau des services sociaux. Ce sont des spécificités propres aux grandes villes et

à Bruxelles en particulier, nos dirigeants doivent y être attentifs. De plus, dans la capitale nous avons une part importante d'hôpitaux publics (5 sur 13) qui, eux, sont confrontés à la problématique des pensions statutaires (comme les cotisations des actifs ne suffisent plus à payer les retraites des statutaires pensionnés, le fédéral responsabilise les établissements qui doivent mettre la main au portefeuille, NDLR). Coût de la facture 2024 : 32 millions pour les cinq hôpitaux publics mais ce sera 52 millions d'ici quatre ans. C'est intenable ! Tous les services publics sont touchés. Ce problème doit être résolu dans un accord plus grand sur le budget de l'Etat.



Le secteur représente un poids économique certain : pour Bruxelles, c'est 34.000 travailleurs et 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires



Précisément, il n'y a ni accord de gouvernement, ni budget soins de santé...

La situation politique ajoutée à l'incertitude. Le budget santé 2025 n'est pas encore approuvé, or il aurait dû l'être le troisième lundi d'octobre. Concernant la prochaine législature, le Bureau du Plan estime que la norme de croissance devrait

être de 3,3 % pour répondre à la simple hausse des besoins, or les nouvelles ne sont pas bonnes à cet égard. On est dans l'incertitude complète, nous appelons les responsables politiques à prendre des décisions claires.

En attendant, on fait quoi ?

Le défi c'est de soigner autrement pour garder l'équilibre. Ça veut dire réorganiser l'offre de soins mais aussi tendre vers plus de collaboration, par exemple entre postes de garde de médecine générale et médecine d'urgence. Ceci, certainement à Bruxelles où 40 % des gens sont sans généraliste et fréquentent volontiers les urgences.

Qui éponge les déficits annoncés ?

Pour l'instant c'est couvert par les bonis du passé. Mais cette démarche pèse sur les fonds propres et la solvabilité de nos ASBL avec le risque que les banques soient moins enclines à prêter dans le futur. Quoi qu'il en soit, ça ne pourra pas durer longtemps. Il faut être conscient que nous avons peu de marge pour agir sur les recettes, on ne peut évidemment pas facturer n'importe quoi. J'ajoute à l'attention de nos décideurs que le secteur représente un poids économique certain : pour Bruxelles, c'est 34.000 travailleurs et 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires. J'insiste sur la réalité du moment : avant le covid, un tiers des hôpitaux étaient dans le rouge et deux tiers en boni. Aujourd'hui, c'est l'inverse !